

Procédure d'injonction de payer : faut-il d'abord tenter une conciliation ?



© 2025 Les Echos Publishing

Le créancier qui engage une procédure d'injonction de payer pour obtenir le paiement d'une somme qui lui est due n'est pas tenu de tenter préalablement une résolution amiable du litige.

Une déclaration d'impôt rectificative constitue-t-elle une réclamation fiscale ?



© 2025 Les Echos Publishing

Selon les juges, une déclaration d'impôt rectificative déposée

après l'expiration du délai de déclaration constitue une réclamation fiscale.

Éligibilité au mécénat d'une association gérant une caisse de grève



© 2025 Les Echos Publishing

Une association gérant une caisse de grève qui octroie des aides à tous les salariés grévistes sans tenir compte de leur situation financière n'exerce pas une activité à caractère social ou humanitaire.

Quand un travailleur indépendant est, en réalité, salarié...



© 2025 Les Echos Publishing

L'intention de recourir au travail dissimulé est établie dès lors que l'employeur s'abstient d'effectuer les déclarations relatives aux salaires et aux cotisations sociales d'un travailleur indépendant qui, selon les juges, travaille, en réalité, dans le cadre d'une relation salariée.

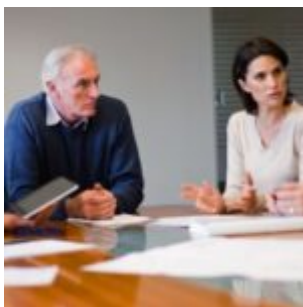
Local commercial impropre à son usage et refus de paiement du loyer



© 2025 Les Echos Publishing

Le locataire qui, en invoquant « l'exception d'inexécution », refuse de payer le loyer au motif que le local commercial est devenu impropre à son usage n'a pas à envoyer au bailleur une mise en demeure préalable.

Pouvoir de licencier dans une association



© 2025 Les Echos Publishing

Le licenciement prononcé par le président d'une association qui a été irrégulièrement désigné reste valable.

Quant au droit de se taire lors d'un entretien préalable au licenciement



© 2025 Les Echos Publishing

L'employeur n'est pas tenu d'informer un salarié de son droit de se taire au cours d'un entretien préalable au licenciement.

Documents de fin de contrat : attention à leur remise tardive !



© 2025 Les Echos Publishing

Le salarié privé de préavis en raison de son licenciement pour faute grave doit se voir remettre ses documents de fin de contrat à la date de notification de son licenciement.

Retrait d'un associé d'une SCP et droit aux bénéfices



© 2025 Les Echos Publishing

L'associé qui se retire d'une société civile professionnelle a droit aux bénéfices jusqu'au remboursement intégral de ses

parts sociales.

Cession du bail rural : précisions sur l'obligation d'exploiter



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'il obtient l'autorisation de céder son bail rural à son fils, un exploitant agricole n'est pas tenu de procéder immédiatement à cette cession dès lors que son bail n'est pas arrivé à échéance.